

Les clés du Moyen-Orient

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Georges-Corm-Le-1951.html>

ENTRETIEN AVEC GEORGES CORM – LE POINT SUR LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

ARTICLE PUBLIÉ LE 20/05/2015

Propos recueillis par Anne-Lucie Chaigne-Oudin

Georges Corm, économiste libanais, est un des éminents spécialistes du Moyen-Orient et de la Méditerranée. Outre son statut de consultant économique et financier international, il est professeur depuis 2001 à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, dans le cursus des sciences politiques.

Ses ouvrages les plus célèbres sont L'Europe et l'Orient (La Découverte) ; Orient-Occident, la fracture imaginaire (La Découverte) ; La question religieuse au XXI^e siècle (La Découverte) ; Le nouveau gouvernement du monde, idéologie, structures, contre-pouvoirs (La Découverte) ; Pour une lecture profane des conflits (La Découverte) ; Le Proche-Orient éclaté 1956-2012, 2 volumes (Folio/histoire). Ils sont traduits en plusieurs langues.

Il vient de publier Pensée et politique dans le monde arabe. Contextes historiques et problématiques, XIX^e-XXI^e siècle (La découverte).

Comment expliquer la montée en puissance de l'Etat islamique depuis juin 2014 ?

Plusieurs facteurs expliquent cette extraordinaire et invraisemblable prise de pouvoir d'une organisation terroriste sur 40 000 km² en l'espace de quelques jours en Irak. C'est un phénomène qu'il convient effectivement d'expliquer. Je pense que le premier facteur est probablement le fait que des militaires qui tenaient la ville de Mossoul et d'autres villes ont probablement dû être payés afin qu'ils ne se battent pas et qu'ils abandonnent leurs armes sur place. C'est ce que l'on a constaté lors de l'intervention américaine en Irak, lorsque l'on a su que les Américains avaient soudoyé les généraux de la Garde présidentielle qui avaient en charge la défense de Bagdad. Pas un coup de feu n'a été tiré. On a appris également que les généraux avaient été exfiltrés aux Etats-Unis. Je pense que l'on a eu la même configuration avec l'EI. On dit beaucoup aussi que des anciens militaires du régime de Saddam Hussein qui avaient tous été remerciés par le Haut commissaire américain, Paul Bremer, auraient rejoint l'IS pour prendre leur revanche.

Par ailleurs, ce soi-disant Etat islamique, dont tout le monde à tendance à oublier qu'il n'est qu'une organisation terroriste, a joué un rôle depuis longtemps en Irak. Rappelons que du temps de Saddam Hussein, ce dernier n'entretenait aucun lien avec le terrorisme, au contraire, le régime était considéré par l'organisation al-Qaïda comme un régime « impie » à abattre. Lorsque les Américains ont envahi l'Irak au prétexte que son gouvernement avait des liens avec le terrorisme et disposait d'armes de destruction massive, cela a contribué à faire prospérer un terrorisme qui n'existait pas en Irak. Au début, cette organisation de l'Etat islamique qui est une branche d'al-Qaïda, s'est battue contre l'armée américaine. Très rapidement, elle a aussi pris cette tournure de terrorisme contre les chiites. A l'heure actuelle en Irak se trouve exactement la même structure que celle qui a été générée avec les Talibans, créés par une action conjointe des services secrets pakistanais, américains et saoudiens. Aujourd'hui, cette même structure s'est reproduite en Irak, alimentée, concernant la logistique, par la Turquie, membre de l'OTAN, par le Qatar, par l'Arabie saoudite.

Ces facteurs ont permis à l'EI cette conquête de l'intérieur de l'Irak, avec également la volonté d'abattre le régime syrien qui est devenu la « bête noire » de plusieurs gouvernements occidentaux (France en tête), arabes et de la Turquie. On a ainsi aidé non seulement l'EI mais également l'autre organisation terroriste qui agit en Syrie, al-Nosra. L'organisation al-Nosra fait en effet des ravages de violences en Syrie, et sur la frontière libanaise. Rappelons qu'environ 30 soldats de l'armée libanaise ont été kidnappés à l'intérieur du territoire libanais, et dont 4 ou 5 ont été décapités. Al-Nosra demande que tous les prisonniers islamistes détenus par la justice libanaise pour accusation d'actes terroristes au Liban soient libérés. On sait qu'al-Nosra, sur le plan logistique, est aidé par l'armée israélienne qui opère des bombardements à l'intérieur de la Syrie elle-même pour aider les combattants d'al-Nosra. On sait aussi que les blessés d'al-Nosra sont soignés dans les hôpitaux israéliens.

Que pensez-vous de l'utilisation de la notion de sunnite contre chiites pour expliquer les conflits de la région aujourd'hui ?

Une bonne partie de cette déstabilisation destructrice qui a pris des proportions démesurées se fait sous le signe, tout à fait faux, d'une lutte entre sunnites et chiites. Cette lutte est la clé unique d'explication. Du temps du Shah d'Iran, qui avait des prétentions fortes à l'hégémonie régionale, le pays était tout aussi chiite, mais personne ne parlait alors d'une lutte entre arabes sunnites contre les chiites arabes et perses. A l'époque en effet, le Shah d'Iran était dans le sillage des politiques américaines. Il est aussi important de rappeler que la confiscation de la grande révolution populaire iranienne par les religieux est un malentendu géopolitique majeur, parce que, malgré tout, l'imam Khomeini a été tiré de son exil en Irak et installé à Paris. Tous les médias

du monde occidental étaient alors braqués sur lui afin de s'assurer qu'il pourrait prendre le pouvoir, et non les communistes ou les libéraux. Les Etats-Unis savaient en effet que le Shah était gravement malade, et avaient la hantise que les communistes prennent le pouvoir. On était alors en pleine guerre froide.

Je pense qu'aujourd'hui, tous les événements que nous vivons, découlent de résultats de la guerre froide et de l'instrumentalisation de l'islam dans cette guerre. Car une fois que l'URSS s'est effondrée, un nouvel ennemi a été trouvé : al-Qaïda. Puis un fois Ben Laden mort, ce nouvel ennemi est maintenant l'EI. Une grande coalition a ainsi été formée pour lutter contre l'EI.

Justement, comment analyser le positionnement des Etats-Unis dans la région ?

Repartons de l'Etat islamique. Il est important de noter que la notion du califat, et l'invocation fantaisiste de rétablissement de celui-ci par al-Baghdadi, est pris très au sérieux. Les images en boucle des médias alimentent cette prophétie auto-réalisatrice de guerre des civilisations, qui est elle-même un vieil héritage de l'avancée de l'Europe hors d'Europe, au nom du christianisme. C'est un retour de la vieille thèse qui partageait le monde entre Aryens et sémites. Cette notion de guerre de civilisation, et l'utilisation de discussions sur la théologie musulmane, font que la véritable géopolitique du déploiement impérial américain dans le monde n'est pas analysée. On a besoin de cet ennemi qui permet le déploiement. Ainsi, après le 11 septembre, l'armée américaine a pu se déployer en forme de S, c'est-à-dire en encerclant à la fois la Russie et la Chine, par l'inclusion des pays d'Europe centrale et orientale dans l'OTAN, puis par le déploiement militaire massif dans la péninsule arabique à partir de 1990. Les plus grandes bases américaines sont situées là-bas.

Aujourd'hui, les stratèges américains considèrent que la grande bataille géopolitique est contre la constitution d'un bloc dit Eurasiatique - il y a énormément d'écrits sur ce sujet - dont les deux moteurs principaux seraient la Russie et la Chine, qui ont d'ailleurs commencé à nouer entre eux des liens très étroits ainsi qu'avec d'autres pays émergents dont l'Iran. Ceci est vu comme une grave menace à l'hégémonie américaine dans le monde. Cela explique ainsi que le contrôle du Moyen-Orient est essentiel pour les Etats-Unis. A mon sens, et pour cette raison, on ne peut pas considérer qu'il y a un retrait américain de la région. L'Amérique est une société très vivante, son budget militaire est très supérieur à celui de la Chine et de la Russie, elle a encore une très grande vitalité scientifique, technologique, elle est le lieu de grandes universités prestigieuses qui attirent des centaines de milliers d'étudiants du monde entier, elle possède avec l'Europe des médias internationaux très puissants. C'est la « soft power » aussi importante, sinon plus que la « hard power » (puissance militaire).

Depuis 1990, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein a permis de créer les conditions de constituer des alliances et de mobiliser à l'échelle mondiale, de faire ainsi d'avantage ressurgir le terrorisme et de s'installer sur place. De même, aujourd'hui, l'EI a servi à cela, avec la formation d'une grande coalition contre cette organisation.

L'EI a-t-il des objectifs en Jordanie, en Syrie et au Liban ?

La Jordanie pour sa part est à l'abri. Elle est tenue « à bout de bras » par les Etats-Unis, l'Etat d'Israël et l'Arabie saoudite. La monarchie n'est pas en passe de s'effondrer, qui plus est, les Jordaniens, quels que soient les reproches qu'ils pourraient faire à la monarchie, préfèrent s'y accrocher car elle tient le pays.

L'un des objectifs majeur aujourd'hui est la Syrie. Elle est en effet soumise à une destruction systématique, qui touche de nombreux domaines y compris le patrimoine archéologique (mais dans les régions où l'Etat continue de fonctionner, la vie reste à peu près normale, les salaires sont payés). En voici plusieurs exemples. Le village de Maaloula a été pris par les islamistes d'al-Nosra, puis libéré par l'armée syrienne. Douze religieuses ont été enlevées par al-Nosra, jusqu'à ce que le Qatar paye pour leur libération. Deux évêques ont été enlevés et sont toujours portés disparus depuis trois ans.

Quant au Liban, il est très facile de se cacher dans ses massifs très montagneux et très froids de la chaîne de l'Anti-Liban par laquelle passe la frontière avec la Syrie, où l'on trouve al-Nosra et l'organisation EI. Ces organisations ont quelques sympathisants parmi les réfugiés syriens au Liban, car ces populations sont ultra-pauvres et ne possèdent plus rien. Notons par exemple le village libanais d'Arsal, très gros bourg de 30 à 40 000 habitants, dans lequel il y eu beaucoup d'infiltrations. On sait également que le Courant du Futur au Liban a eu des liens assez étroits avec ces organisations. Il y a eu d'abord le Fatah al-Islam en 2007 dans le camp de Nar al-Bared, qui a nécessité l'intervention de l'armée libanaise durant plusieurs mois afin de les en déloger, bataille qui aura coûté la vie à 250 des meilleurs militaires libanais. A Saïda également, un cheikh a semé le trouble pendant des mois, provoquant beaucoup de tensions. L'armée a du intervenir, s'étant faite agresser très souvent, et du jour au lendemain, le cheikh a disparu. Il y a également la prison centrale du village de Roumieh, proche de Beyrouth, qui craque par le nombre d'islamistes incarcérés pour soupçon d'appartenance à des organisations terroristes, et dont certains ne sont d'ailleurs pas encore jugés. L'armée libanaise, quand elle a la couverture politique, malgré les très faibles moyens dont elle dispose, est ainsi tout à fait capable de faire face.

Concernant le Hezbollah, beaucoup critiquent sa présence en Syrie. Mais face aux très gros moyens de ces groupes, le Hezbollah est allé aider le régime syrien parce qu'au fond, la partie qui se joue est le démantèlement de l'axe Iran / Syrie / Hezbollah. Cet axe

en effet gêne les Israéliens et les Saoudiens, avec cette atmosphère de crispation idéologico-religieuse de sunnites contre chiïtes. Il faut aussi rappeler que des armes sont passées par les ports libanais à destination de l'opposition syrienne, et que de nombreux combattants islamistes libanais de la ville de Tripoli ou d'ailleurs, sont partis se battre en Syrie contre le régime, bien avant que le Hezbollah n'envoie lui-même des combattants. Il ne faut en effet pas oublier que nous sommes dans des milieux dans lesquels la pauvreté est extrême (chômage massif, salaire moyen de l'ordre de 500\$ par mois), et que ce contexte facilite le recrutement d'individus pour rejoindre ces organisations terroristes qui se couvrent d'un vernis religieux illusoire.

Pouvez-vous rappeler à quel défi constitutionnel le Liban est confronté ?

Au Liban, il n'y a plus de président de la république depuis presque un an en raison de l'incapacité du Parlement libanais à dégager une majorité constitutionnelle en faveur d'un candidat. Mais la paralysie constitutionnelle a commencé depuis longtemps, avec tout d'abord le refus de faire voter une loi électorale équitable (introduisant notamment le scrutin proportionnel réclamé depuis longtemps par la société civile), puis le refus en 2013 de tenir des élections législatives sous le faux prétexte de la situation de sécurité, ce qui a conduit le Parlement à s'auto proroger, fait inconcevable lorsqu'il n'existe pas de situation véritable de force majeure. D'autre part, les logiques communautaires se sont raidies récemment, avec du côté des chiïtes des grands partis politiques forts dont les chefs sont dans les organes constitutionnels, du côté sunnite également, avec la famille Hariri, mais aussi du côté druze avec le rôle important que joue M. Jomblatt. Aussi, du côté des chrétiens, le général Michel Aoun, chef très charismatique, qui dispose du plus grand bloc de députés chrétiens, estime-t-il devoir être le candidat le mieux placé pour accéder à la présidence de la république (réservé à la communauté maronite). Celui-ci considère donc que dans la logique communautaire qui prévaut pour les communautés musulmanes, la présidence de la république doit lui revenir étant le dirigeant chrétien aux assises les plus larges dans les communautés chrétiennes. En dépit de cette situation, le pays, les administrations fonctionnent. La société libanaise s'est en effet habituée à s'autogérer lors des 15 années de violences meurtrières qui l'ont frappée entre 1975-1990. C'est également une société qui n'a jamais beaucoup apprécié le fonctionnement communautaire et souvent corrompu de son Etat. Elle aspire en conséquence à un véritable gouvernement démocratique et non corrompu. Mais devant la déception, les gens s'organisent comme ils peuvent au niveau du secteur public comme du secteur privé pour continuer d'assurer le fonctionnement des institutions administratives et de l'économie.

Quelles sont les influences des Etats voisins auxquelles le Liban est soumis et pourquoi ?

Le Liban est un Etat-tampon et la courroie de transmission est constituée par les communautés religieuses. Elles mêmes, pour accroître leur pouvoir, deviennent clientes des grandes puissances internationales ou régionales. La culture du clientélisme géopolitique est extraordinaire, qui maintient également le Liban dans cette instabilité. Dès que la région est en tourment, le Liban est en tourment. C'est automatique. C'est visible, par exemple, en 1958, à la suite de l'expédition militaire franco-britannique et israélienne de 1956 contre l'Egypte qui a créé beaucoup de tensions régionales : avec le clivages entre régimes arabes pro-occidentaux et régimes anti-impérialistes, le Liban a vécu une mini guerre civile. C'est visible également avec l'extension de la présence des organisations de résistance palestinienne qui s'étaient réfugiées au Liban à la suite de événements dits de Septembre noir en Jordanie qui ont abouti à leur éviction de ce pays : de nouveau, le Liban a été touché et déstabilisé. Avec la situation actuelle en Syrie, le Liban est également atteint, en particulier avec l'afflux des réfugiés. Au début, beaucoup de pauvres ont aidé d'autres pauvres ayant trouvé refuge dans les villages frontaliers dans lesquels certains réfugiés avaient des relations de parenté dans les familles. Ensuite, dans ces villages, la population réfugiée est devenue 4 ou 5 fois la population libanaise. Ainsi, au fur et à mesure, des camps se sont mis en place, notamment près du village de Aarsal où se sont infiltrés de nombreux éléments des groupes terroristes actifs en Syrie (Daëch et Al-Nosra), ce qui a abouti à l'enlèvement de 30 soldats libanais dont cinq ont été décapités. A mon sens, tant que la Syrie ne sera pas apaisée, je ne vois pas comment la situation pourrait l'être au Liban.

L'influence saoudienne est énorme aujourd'hui au Liban. Le jeu dans les médias est de gonfler l'influence iranienne et celle du Hezbollah, et d'oublier celle de l'Arabie saoudite. En particulier pour l'élection du président, l'intérêt saoudien est un candidat du bloc qui lui est favorable, c'est-à-dire celui du Courant du Futur dirigé par la famille Hariri. A cet égard, l'opération de bombardement du Yémen peut constituer un précédent assez grave, en particulier si demain il faut éliminer le Hezbollah. Cela peut expliquer la sur réaction du secrétaire général du Hezbollah, qui a fait un discours très émotif alors qu'habituellement son analyse géopolitique est extrêmement fine.

Comment expliquer la guerre actuelle au Yémen et l'intervention de l'Arabie saoudite à la tête de la coalition ?

Nous voyons là une iranophobie dans la région qui a pris de grandes proportions. On oublie que les Houthis étaient les partisans de la dynastie de l'imam qui a gouverné le Yémen pendant plusieurs siècles ; une forme de chiisme très proche du sunnisme, qui a été soutenu par l'Arabie saoudite pendant très longtemps pour empêcher que la république puisse s'installer durablement. On oublie également que l'Arabie saoudite

s'est constituée sur la conquête militaire appuyée par les Anglais, et qu'elle a pris énormément de territoires qui historiquement appartiennent au Yémen. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite lutte contre les Houthis, qui se sont apparemment alliés avec l'ancien président, client de l'Arabie saoudite pendant 30 ans, et protégé par l'Arabie saoudite jusqu'à la fin. Il y a maintenant l'alliance de ce président avec une partie de l'armée yéménite qui lui était restée fidèle, ce qui a expliqué cette conquête facile, de presque l'ensemble du territoire. Ce qui aurait permis, si on l'avait laissé faire, de supprimer al-Qaïda, qui est très actif au Yémen. Là aussi, ces bombardements massifs et ravageurs couverts par une résolution du Conseil de sécurité, constituent un précédent qui est très grave, et qui peut se reproduire ailleurs, éventuellement au Liban, sous prétexte de vouloir éradiquer le Hezbollah, composante importante de la société libanaise et qui a réussi à libérer une large partie du sud du Liban occupée par Israël durant 22 ans (1978-2000) en infraction aux résolutions de l'ONU.

Ce qui peut laisser un peu d'optimisme dans l'avenir, c'est que le président Barack Obama, qui à mon avis veut laisser son nom dans l'histoire après avoir conclu un accord avec Cuba, souhaite faire la même chose avec l'Iran. Il rencontre cependant l'hostilité de beaucoup : d'Israël, du Congrès américain, de certains gouvernements européens et de l'Arabie saoudite et autres États membres du Conseil de coopération du Golfe, notamment le Qatar, Bahrayn et les Emirats arabes unis.